

*Le directeur départemental des territoires*

Aurillac, le 20 janvier 2023

Monsieur le maire,

Comme convenu lors de notre réunion du 22 novembre dernier avec l'animateur du site Natura 2000 « Sommets du Nord Margeride », l'ONF et le directeur de la Coopérative d'Estives, vous trouverez dans la présente les motivations et le contenu de la démarche réglementaire à suivre pour vos projets de rationalisation de la gestion de certaines parcelles boisées communales, selon des objectifs environnementaux cohérents avec la place que vous souhaitez donner à la Coopérative d'Estives dans la dynamique de votre commune.

En 2016 différentes coupes de bois ont été menées aux Travers des Clauzels, qui ne relevaient pas d'une autorisation administrative et ne faisaient pas partie d'habitats d'intérêt communautaire. Elles ont consisté à ouvrir les peuplements en éliminant les pins sylvestres et en conservant les hêtres, qui avaient colonisé cette ancienne lande, afin de réintroduire du pâturage.

Monsieur le maire de CLAVIERES  
Mairie  
15320 CLAVIERES

Copie à D. AUBET (SMAT), V. JOLY (ONF), J-M. VIGIER (Coopérative d'Estives)



En 2018 la parcelle G 52 sise au Rocher des Costes avait fait l'objet d'une autorisation administrative de coupe rase sur 1,25 hectare. Dans le cadre de l'évaluation de ses incidences sur le site Natura 2000, le SMAT du Haut-Allier, animateur du site, avait indiqué que cette coupe avait un impact négligeable compte tenu de la nature atypique de ce peuplement de hêtres ouvert et marginal bien qu'intégré dans l'habitat d'intérêt communautaire 9120-4 « Hêtraie acidiphile à luzule des neiges ».

Aujourd'hui vous souhaitez normaliser la gestion de ces parcelles communales en état juridique de boisement, en partageant des objectifs environnementaux cohérents avec la Coopérative d'Estives. Le 5 août 2022 par délibération n° 2022-6 et en accord avec les propositions de l'ONF, votre conseil municipal a demandé l'application du régime forestier à diverses parcelles communales et sectionales, dont les terrains travaillés en 2016 aux Travers des Clauzels. Par ailleurs vous souhaitez procéder au défrichement des 1,25 hectares coupés dans la parcelle G 52, et vous étudiez avec le SMAT du Haut-Allier et l'ONF la possibilité de déboiser des tourbières pour améliorer l'état de conservation du site Natura 2000.

L'application du régime forestier aux Travers des Clauzels supplantera les dispositions de sauvegarde prises par la décision de coupe antérieure sur ces terrains hors régime forestier, tandis que l'autorisation de défrichement mettrait également un terme à ces dispositions sur la parcelle G 52.

Le 22 novembre dernier, vous avez réuni les organismes partenaires de ce projet :

- l'ONF a indiqué qu'après expertise, la parcelle G 52 au Rocher des Costes ne pouvait pas relever du régime forestier, tandis que les parcelles des Travers des Clauzels pourraient se voir appliquer le régime forestier et faire l'objet de convention de gestion sylvo-pastorale avec la Coopérative d'Estives dans ce cadre ;
- le SMAT du Haut-Allier a considéré que dans le site, hêtraie et pâture sont d'intérêt communautaire et qu'ainsi le sylvo-pastoralisme, en n'opposant pas les deux modes de gestion, a toute sa pertinence ;
- dans ces conditions, mes services vous ont indiqué qu'un dossier de demande d'autorisation de défrichement de la parcelle G 52 est nécessaire, et que compte tenu de l'enjeu environnemental dans le cadre Natura 2000 qui sera identifié lors de son instruction, il sera recevable que sa compensation obligatoire soit assurée par les travaux de déboisement de tourbières que vous envisagez dans le même site Natura 2000.

A cette fin, voici la démarche à suivre.

Vous vérifierez que la parcelle G 52 (ancienne numérotation) ne figure pas à l'actuel document d'urbanisme de la commune comme espace boisé classé à conserver ou à créer (EBC). Dans le cadre des travaux en cours d'élaboration du futur PLUi, il importe que cette partie de parcelle ne soit pas classée en EBC. Puis vous déposerez une demande d'examen de la nécessité d'une étude d'impact (« examen au cas par cas ») auprès de l'autorité environnementale régionale (tous renseignements pratiques sur la page <https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/evaluation-environnementale-publications-r3029.html> , notamment la rubrique Formulaires > Projet).

La décision que vous adressera l'autorité environnementale dans un délai de 35 jours sera une pièce à joindre obligatoirement au dossier de demande d'autorisation de défrichement que vous adresserez ensuite à la DDT.

Ce dossier est disponible sur le site des services de l'État dans le Cantal, à la page <https://www.cantal.gouv.fr/defricher-une-foret-publique-r2321.html> , ou bien par l'accueil du site (<http://www.cantal.gouv.fr/>) atteignez la page défrichement par le chemin : Politiques



publiques > Environnement > Forêt > Territoire communal. Les pièces à joindre au dossier sont indiquées sur le formulaire cerfa n° 13632.

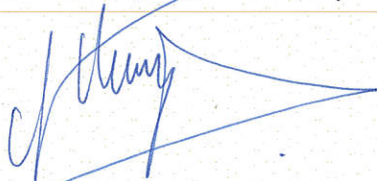
Parmi les pièces à fournir à ces dossiers, d'examen au cas par cas comme de défrichement, figure une évaluation des incidences du défrichement sur le site Natura 2000. Vous trouverez ci-joint une notice qui en détaille le contenu nécessaire ; vous prendrez utilement l'attache du SMAT pour la rédiger. Je vous conseille vivement de rédiger les éléments descriptifs de la compensation (répondant à la partie IV de la notice), en prenant l'attache de l'ONF ; ils seront ainsi examinés par l'autorité environnementale et pourront constituer la description des mesures compensatoires du dossier ultérieur d'autorisation de défrichement.

Concernant la compensation obligatoire de ce défrichement, la procédure normale veut qu'un formulaire d'acte d'engagement vous soit fourni par nos soins à réception du dossier, que vous renseignez et nous retournez dans un délai maximum d'un an après autorisation du défrichement. Ainsi vous renseignerez et nous adresserez cet acte d'engagement lorsque la teneur des travaux compensatoires vous sera définitivement connue et au maximum un an après autorisation. Vous disposerez ensuite de cinq ans après l'autorisation de défrichement pour les réaliser.

A l'unité Forêt de la DDT, madame LASCROUX (04 63 27 66 67) sera en charge de la gestion de votre dossier.

Je vous prie d'agréer, monsieur le maire, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur départemental des territoires par interim,



Nicolas MEYER





## **Annexe courrier**

### **Dispositions relatives à l'évaluation des incidences Natura 2000**

#### **Conformément à l'article R414-23 du code de l'environnement,**

Le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 est établi, s'il s'agit d'un document de planification, par la personne publique responsable de son élaboration, s'il s'agit d'un programme, d'un projet ou d'une intervention, par le maître d'ouvrage ou le pétitionnaire, enfin, s'il s'agit d'une manifestation, par l'organisateur.

Cette évaluation est proportionnée à l'importance du document ou de l'opération et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence.

#### **I.-Le dossier comprend dans tous les cas :**

1° Une présentation simplifiée du document de planification, ou une description du programme, du projet, de la manifestation ou de l'intervention, accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque des travaux, ouvrages ou aménagements sont à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ;

2° Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le document de planification, le programme, le projet, la manifestation ou l'intervention est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 ; dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du document de planification, ou du programme, projet, manifestation ou intervention, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation.

II.-Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le document de planification, le programme ou le projet, la manifestation ou l'intervention peut avoir,



individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres documents de planification, ou d'autres programmes, projets, manifestations ou interventions dont est responsable l'autorité chargée d'approuver le document de planification, le maître d'ouvrage, le pétitionnaire ou l'organisateur, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites.

III.-S'il résulte de l'analyse mentionnée au II que le document de planification, ou le programme, projet, manifestation ou intervention peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation ou pendant la durée de la validité du document de planification, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables.

IV.-Lorsque, malgré les mesures prévues au III, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre :

1° La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier l'approbation du document de planification, ou la réalisation du programme, du projet, de la manifestation ou de l'intervention, dans les conditions prévues aux VII et VIII de [l'article L. 414-4](#) ;

2° La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au III ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ;

3° L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées, pour les documents de planification, par l'autorité chargée de leur approbation, pour les programmes, projets et interventions, par le maître d'ouvrage ou le pétitionnaire bénéficiaire, pour les manifestations, par l'organisateur bénéficiaire.